

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/95  
18 décembre 2002

(02-6965)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

## PROROGATION, AU TITRE DE L'ARTICLE 27.4 DE L'ACCORD SMC, DE LA PÉRIODE DE TRANSITION PRÉVUE À L'ARTICLE 27.2 B) POUR L'ÉLIMINATION DES SUBVENTIONS À L'EXPORTATION

BARBADE

### Système de subventions et d'incitations à l'exportation

*Décision du 13 décembre 2002*

Le Comité des subventions et des mesures compensatoires (le "Comité"),

*Sur la base* des dispositions de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires ("l'Accord SMC") relatives à la prorogation de la période de transition au titre de l'article 27.2 b) de l'Accord SMC pour l'élimination des subventions à l'exportation,

*Tenant compte de* la demande et des autres renseignements notifiés présentés par la Barbade au Comité<sup>1</sup> pour le Système de subventions et d'incitations à l'exportation ("le programme"), au cours des consultations qui se sont tenues entre la Barbade et le Comité conformément à l'article 27.4 de l'Accord SMC,

*Prenant note avec satisfaction* des efforts faits par la Barbade au cours de l'examen effectué par le Comité, pour décrire et clarifier les dispositions du programme,

*Considérant* aux fins de la présente décision que la Barbade est un pays en développement Membre qui remplit les conditions requises pour demander une prorogation conformément à l'article 27.4 de l'Accord SMC,

*Considérant* qu'une prorogation de la période de transition pour le programme est justifiée compte tenu des besoins de la Barbade en matière d'économie, de finances et de développement,

*Notant que* la Barbade s'engage

- i) à ne pas modifier le programme pour le rendre plus favorable, y compris en ce qui concerne la portée, le champ d'application et l'importance des avantages, au cours de la période de prorogation et du délai final de deux ans mentionné dans la dernière phrase de l'article 27.4 de l'Accord SMC, par

---

<sup>1</sup> Les renseignements notifiés sur la base desquels la présente décision est prise figurent dans les documents G/SCM/N/74/BRB, G/SCM/N/71/BRB, G/SCM/N/71/BRB/Corr.1, G/SCM/Q3/BRB/1 à G/SCM/Q3/BRB/11.

rapport au niveau des avantages existants indiqués dans la notification complète du programme accompagnant la demande de prorogation<sup>2</sup>,

- ii) à assurer une transparence adéquate quant au fonctionnement du programme, chaque année au cours de la période mentionnée au point i), y compris en ce qui concerne la mise en oeuvre de l'engagement de statu quo et les mesures destinées à supprimer les subventions à l'exportation relevant du programme, au moyen de notifications concernant le programme présentées selon le modèle convenu pour les notifications de subventions au titre de l'article 25 de l'Accord SMC et pour examen par le Comité;

*Notant en outre que* la Barbade a la ferme intention de prendre toutes les mesures internes nécessaires pour supprimer les subventions à l'exportation relevant du programme le 31 décembre 2005 au plus tard, de sorte que les années civiles 2004 et 2005 constitueraient le délai final de deux ans susmentionné,

*Accorde* à la Barbade, au titre de l'article 27.4 de l'Accord SMC et sous réserve des modalités énoncées ci-après, une prorogation, jusqu'au 31 décembre 2003, de la période de transition, au titre de l'article 27.2 b) de l'Accord SMC, pour l'élimination des subventions à l'exportation mentionnées dans les renseignements notifiés<sup>3</sup> au titre du programme.

*La présente décision* n'affecte pas les droits juridiques des Membres pour ce qui est de toutes autres obligations de la Barbade au titre de l'Accord SMC, qui peuvent s'appliquer au programme. Au nombre de ces autres obligations, il est reconnu que le programme reste soumis à l'article 3.1 b) de l'Accord SMC, qui prohibe les subventions subordonnées, soit exclusivement, soit parmi plusieurs autres conditions, à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés.

*La présente décision* n'affecte aucun droit, obligation ni engagement résultant pour les Membres de tout autre Accord de l'OMC, en ce qui concerne le programme; et elle est sans préjudice de la relation existante et future entre l'Accord SMC et tout autre Accord de l'OMC, et n'a aucune valeur de précédent à toute autre fin.

---

<sup>2</sup> G/SCM/N/71/BRB et G/SCM/N/71/BRB/Corr.1.

<sup>3</sup> Note de bas de page 1, *supra*.